

Préface

La lutte pour l'indépendance des colonies portugaises d'Afrique a galvanisé le continent, et durant presque deux décennies, celle-ci a été le point de mire des pré-occupations politiques des mouvements nationalistes. Les raisons qui justifient cet intérêt sont nombreuses.

Dans les années 50, l'idée panafricaniste formulée par la diaspora avait influencé peu à peu des intellectuels africains qui se trouvaient en Europe. Ce groupe restreint aura à jouer un rôle important par la suite dans l'obtention de l'indépendance de certains pays, et après dans la création de l'Organisation de l'Unité africaine. La présence de la diaspora dans la formulation des idées panafricanistes pouvait se comprendre dans la mesure où celle-ci appartenait à une historicité non territoriale, incapable de galvaniser l'élément local et spécifique, et préférant concevoir l'Afrique comme un tout. Malgré cela, cette vision était encore marquée par la valorisation du noir, résultat des luttes raciales, surtout aux États-Unis d'Amérique – origine de la négritude de Césaire et de Senghor – limitant jusqu'à nos jours l'interprétation de l'idée panafricaniste.

L'apparition des mouvements nationalistes des colonies portugaises fut marquée par un parcours identique, mais plus marginal. De Lisbonne, les étudiants, organisés à la *Casa dos Estudantes do Império* (Maison des Étudiants de l'Empire) radicalisèrent peu à peu leur vision du monde, et quelques-uns parmi eux deviendraient plus tard des dirigeants de plusieurs mouvements nationalistes. La figure d'Amílcar Cabral se détache comme celle d'un dirigeant d'une génération qui, entre Paris, Casablanca et Alger esquissait peu à peu les contours d'une lutte qui assumait de l'extérieur l'explication théorique des révoltes de l'intérieur. Les ponts allaient être jetés grâce à des figures historiques singulières, comme ce fut le cas avec Mario Pinto De Andrade, Viriato Da Cruz, Agostinho Neto, Alda Espírito Santo ou Marcelino Dos Santos, tous partagés entre la littérature et la politique, entre le protonationalisme de la génération qui les a précédés et l'émerveillement de la « réafricanisation des esprits ».

On ne pouvait pas douter un seul instant qu'ils devaient jouer un rôle historique dans la libération du continent. Victimes d'un colonialisme incapable de transformer sa présence en gouvernance indirecte efficace, celui-ci a été dépassé par la vague des indépendances. L'une après l'autre, les colonies britanniques, françaises, belges, etc. célébrent leurs indépendances négociées, parfois avec plus de tensions, comme ce fut le cas du Congo belge ; mais le plus souvent, à travers des alliances, des compromis ou des issues abrégées par la force de l'histoire. Le programme du Comité de Décolonisation de l'ONU se trouvait dans son intitulé. Comme à une période donnée, il n'était plus de l'intérêt des grandes puissances de continuer la pratique de l'esclavage, en ce début des années 60, le vent des indépendances avait aussi soufflé.

Le Portugal avec son idéologie ridicule de pluricontinentalité, et de prétendue multiracialité, persistait ouvertement à faire la guerre afin d'éviter un dénouement qui lui serait défavorable. Il faudra ainsi deux décennies de guerre pour arriver au résultat prévisible : beaucoup de pertes humaines,

des transitions tragiques et la confirmation de l'idée que les colonies portugaises obtiendraient un jour ou l'autre l'indépendance, mais qu'elles seraient mal préparées pour la gouvernance post-coloniale.

Cette période qui va de la fin des années 50 à 1975, après la proclamation des indépendances des colonies portugaises d'Afrique, est d'importance capitale dans le cadre de la guerre froide sur le continent et le jeu des alliances entre pays africains partageant plus ou moins l'idéal socialiste. Mais, indépendamment de la syntonie des principaux mouvements nationalistes tels que le MPLA, le FRELIMO, le PAIGC et le MLSTP, le combat pour l'expulsion des réduits coloniaux que représentent l'Angola, le Mozambique, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert, São Tomé et Príncipe, mais aussi la Namibie, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud du régime de l'Apartheid, va galvaniser tout le continent. Et cela sera valable surtout au niveau des intellectuels.

Au cours des années 60 et début des années 70, deux villes réunissent des conditions de production intellectuelle suffisante qui méritent d'être soulignées ; il s'agit de Dakar et de Dar es-Salaam. Dans ces deux centres se trouvent plusieurs institutions qui allaient marquer les Sciences Sociales sur le continent, telles que le Codesria, Association africaine de Sciences politiques, l'Association des Femmes africaines pour la Recherche et le Développement, l'IDEP, ou l'Institut d'Études de Développement de l'Université de Dar es-Salaam. Depuis le début des indépendances, on n'avait pas noté une telle effervescence intellectuelle. A quelques exceptions près, comme ce fut le cas avec Walter Rodney, cette agitation est conduite par des intellectuels du continent, avec une présence moindre de la diaspora. Ce développement a une série d'implications dans le débat sur le nationalisme combatif. Il cesse d'être théorique et générique pour épouser une réalité concrète et territoriale.

Les mouvements des colonies portugaises ont joué un rôle mythique dans la radicalisation de la pensée nationaliste. Parce qu'ils ont décidé de prendre les armes pour combattre le colonialisme. C'est une période durant laquelle le rôle de la violence devient une foi révolutionnaire. Par le fait que ces mouvements avaient un caractère d'apparence socialiste. Et, aussi, parce qu'ils étaient des mouvements avec une forte présence d'intellectuels au niveau de leurs directions.

Le déroulement des événements montrera que la production des Sciences sociales en Afrique (et pas nécessairement celles qui sont produites en dehors du continent sur l'Afrique) va être tributaire de la guerre d'Algérie et des guerres des colonies portugaises, c'est-à-dire des deux moments les plus radicaux de la lutte nationaliste. C'est seulement après les années 70 que le foyer va se concentrer autour de l'assaut final contre l'Apartheid et ses satellites : Afrique du Sud, Zimbabwe et Namibie. Il était donc naturel que les dirigeants nationalistes des colonies portugaises fassent l'objet de sollicitude de la part des centres du savoir, des intellectuels basés à Dakar et à Dar es-Salaam, et obtiennent des appuis de cette nature beaucoup plus importants, que de la part de dirigeants politiques qui, le plus souvent, se montraient jaloux de personnalités, comme Cabral, Neto ou Eduardo Mondlane, entourés d'honneurs et d'attentions.

Le moment de la construction

L'accession à l'indépendance des colonies portugaises fut, malgré tout, chaotique et sans espace pour la continuité. A l'exception, cependant, du Cap-Vert et de São Tomé et Príncipe, considérés depuis toujours comme des archipels qui n'ont pas connu la lutte armée, et ayant un niveau d'éducation et de consolidation administrative bien supérieur aux autres territoires. Dans le cas de l'Angola et du Mozambique, le fait d'être des colonies de peuplement a fait que le drame d'une population d'origine européenne significative a créé les conditions d'éclatement de guerres intestines, qui se sont aussitôt transformées en guerres civiles.

La Guinée-Bissau était la colonie ayant enregistré des progrès plus significatifs dans le domaine du développement de la guérilla, et avait réussi à proclamer son indépendance de façon unilatérale en septembre 1973, avant la Révolution des Œillets au Portugal, en avril 1974, ce qui a eu comme conséquences d'accélérer le processus de décolonisation.

Ce pays avait accédé à l'indépendance avec à peine 14 individus possédant un niveau universitaire, dont son charismatique leader Amílcar Cabral, qui est mort assassiné. La période précédant immédiatement l'indépendance n'a pas laissé beaucoup d'espace à la création d'institutions académiques. Dépourvues d'universités dignes de ce nom, les colonies portugaises ont mal initié, car sans moyens, le processus de construction. Les centres universitaires de Luanda, Lourenço Marques (devenue Maputo, par la suite) n'avaient pas de vocation pour les Sciences sociales. C'est à peine si l'on tolérerait des incursions dans la littérature, ce qui explique, en partie, la forte dimension littéraire de ces pays. On peut dire la même chose du Cap-Vert, qui a révélé très tôt une culture forgée par l'intervention d'écrivains et de musiciens-poètes.

Les premiers travaux publiés qui font leur apparition revêtent un caractère militant et confondent les rôles des écrivains considérés comme des scientifiques sociaux. Il était donc naturel que deux figures de proue occupent une place de choix durant cette période de construction : Mario Pinto De Andrade et Aquino De Bragança. Tous deux avaient joué un rôle important dans la connexion Paris, Casablanca, Alger, à partir de laquelle avait vu le jour la *Confederação das Organizações Nacionalistas das Colónias Portuguesas* -CONCP- (Confédération des Organisations nationalistes des Colonies portugaises). Tous deux avaient vécu l'atmosphère d'effervescence de Paris, autour de Mai 1968. Ils avaient tous deux le profil cosmopolite et peu de vocation pour le fusil. Très vite, ils devinrent les porte-parole intellectuels d'un mouvement radical de lutte pour l'indépendance.

Mario Pinto De Andrade était un familier des débats politiques, car il avait été le premier président du MPLA. Aquino De Bragança n'était même pas africain, mais son combat pour l'indépendance des colonies portugaises de l'Inde l'a définitivement rapproché du continent africain, qu'il a adopté comme étant le sien. Tous deux finiront par s'installer dans des pays d'adoption : Mario Pinto De Andrade en Guinée-Bissau et Aquino De Bragança au Mozambique. Les relations que tous deux ont entretenues avec des personnalités,

comme Immanuel Waller Stein, Samir Amin, Ruth First, Abdoulaye Bathily, et tant d'autres, vont permettre aux nouvelles générations de pays africains de langue portugaise de se rapprocher des courants plus radicaux de la pensée politique.

Il n'est pas exagéré de dire que la plus grande partie de la production post-indépendance est le fait d'étrangers qui se sont intéressés de près à ces pays, avec une mention spéciale pour Allen Isaacman, Joseph Miller, Lars Rudbeck, Basil Davidson, Malyn Newitt, Horace Campbell, Rob Davies et Peter Meyns.

La plupart d'entre eux essaient de se rapprocher d'auteurs nationaux, envisageant même parfois des co-productions. Mais il s'agit d'un mouvement expérimental et éparpillé qui n'arrive pas à appuyer la production de leurs propres pays. Il y avait aussi un groupe de chercheurs qui avaient bénéficié pour une raison ou une autre, d'espace de travail durant la période coloniale, tels que David Birmingham et René Pélissier. Ils furent marqués par leurs relations avec les institutions de recherche de cette époque, et pour cela, presque tout naturellement, ont été victimes de l'ostracisme dans cette nouvelle période de la construction.

Les premières institutions de recherche post-indépendance sont des démembrements des instituts de l'époque coloniale, presque tous tournés vers les questions relatives aux Sciences naturelles et exactes. Au-delà de la tradition consistant à créer de petites structures muséographiques, autour desquelles gravitent des centres d'études tournées vers l'historiographie coloniale et ethnographique, le panorama de la production des Sciences humaines est désolant. Ce sont, cependant, ces centres ou instituts qui vont servir de base pour la création des premières structures pour ceux qui s'intéressent à l'étude structurée. Cela est valable, presque dans tous les pays, mais avec un accent plus prononcé au Mozambique. Le fait de posséder au départ une Université a été d'un apport déterminant. La même chose aurait dû se produire en Angola, mais la guerre civile urbaine très intense a empêché ce développement. Les associations d'écrivains occupent l'espace libre laissé par cette structure précaire. Très actives dans presque tous ces pays, principalement en Angola, les associations mènent en même temps des activités d'édition et d'animation culturelle.

Mario Pinto De Andrade et Aquino De Bragança se trouvent associés à plusieurs initiatives d'appui aux Sciences sociales et d'articulation de la réflexion scientifique à la pratique militante, surtout celle de caractère plus transversal, c'est-à-dire qui n'est pas nécessairement liée à un seul pays. À partir de Bissau et Maputo, se multiplient les colloques, séminaires et autres activités qui nécessitent la présence des « pays de langue officielle portugaise », expression consacrée, qui très tôt, révèle le manque de confort avec cette terminologie. Mais l'animation que tous les deux assurent ne sera pas suffisante pour donner consistance à une présence de ces pays sur la scène académique africaine. Il faudra attendre la multiplication des acteurs que seule la nouvelle génération pouvait rendre possible.

L'apparition des ténéraires

A l'ombre des figures tutélaires que furent Mario Pinto De Andrade et Aquino De Bragança, vont commencer à apparaître de jeunes ténéraires qui se lancent dans les débats académiques et se mettent à créer ou à consolider de nouvelles institutions. Une explication de ce développement peut être fournie, en partie, par le retour des premiers diplômés d'universités étrangères, qui avaient offert des bourses d'études aux nouveaux pays libérés. Au début, la plupart de ces bourses provenaient de pays socialistes qui formaient peu de cadres dans le domaine des Sciences humaines, et quand c'était le cas, c'était généralement dans des branches liées à la doctrine marxiste orthodoxe, telles que l'économie politique, l'histoire ou la philosophie, mais rarement l'ethnologie ou la linguistique. Le petit groupe d'étudiants qui parvenaient à obtenir des bourses pour des destinations autres que les « pays du socialisme réel » avaient normalement une formation plus proche de la sociologie, de l'anthropologie et des diverses sphères de l'économie.

Ces jeunes vont s'orienter vers des études d'historiographie et à caractère socio anthropologique. Il est facile de comprendre ces raisons. Ce sont des domaines du savoir, proches de ceux qui avaient cours durant l'ère coloniale, et pour cela, en avaient hérité un certain appui institutionnel. C'était des secteurs qui servaient de contrepoin à l'affirmation de la nouvelle identité. Les musées, archives historiques ou centres d'études (comme en Angola, en Guinée-Bissau et au Mozambique) furent ainsi transformés, grâce à l'intervention de jeunes ténéraires. La production intellectuelle proprement dite demeurait, cependant, insuffisante et généralement de qualité médiocre.

Il faudra attendre les années 80 pour qu'on assiste à l'avènement d'une production plus substantielle, gravitant autour du Centre d'Études africaines (CEA), accouplé à l'Université Eduardo Mondlane et l'*Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa* (Institut national d'Études et de Recherches) – INEP- de la Guinée-Bissau. Sans risques de se tromper, on peut affirmer que ces deux institutions ont représenté ce qui s'est produit de plus important sur la scène des Sciences sociales dans les pays africains de langue portugaise. À ces deux institutions, on peut associer les Archives historiques, surtout dans le cas du Mozambique, pour le rôle qu'elles ont joué sur le plan académique, mais de façon indirecte, car elles n'avaient pas nécessairement de vocation pour la production intellectuelle.

Au Cap-Vert, les études qui se détachent en premier lieu sont celles liées à la linguistique, dans la lignée des traditions héritées des mouvements d'intellectuels. En Angola, animés par Henrique Abranches, et après, par Ruy Duarte De Carvalho, apparaissent d'importants travaux dans le domaine de l'anthropologie. Au Mozambique, l'orientation est plus historiographique, mais apparaissent aussi les premiers travaux dans le domaine de l'anthropologie et de l'économie sociale. La Guinée-Bissau suit un parcours plus sociologique. D'une manière générale, dans tous ces pays sont publiés aussi des travaux dans le domaine de l'économie, mais de caractère utilitaire, sans qu'on puisse les situer sous un angle analytique et académique.

Le premier activiste de langue portugaise au Codesria est l'Angolais José Gonçalves qui était journaliste à l'époque. Il va être épaulé aussitôt par les premières participations de guinéens de l'INEP qui constituent le premier Groupe national de Travail

du Codesria en 1985, et des Mozambicains du CEA ou d'autres départements de l'Université Eduardo Mondlane. La présence de quelques ressortissants de ces pays, intervenant à partir de pays comme l'Afrique du Sud, le Portugal, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique, complète le cadre qui continue d'être modeste et sans prétention aucune. Il n'existe pas d'intérêt dans la promotion des Sciences sociales dans ces pays, mais il y a une passion grandissante dans l'étude de ces pays, surtout de la part de Scandinaves et d'Américains.

De jeunes ténéraires ont lancé les bases pour le développement progressif de la contribution endogène. Durant les dix premières années de son existence, l'INEP, la plus productive des institutions académiques africaines de langue portugaise, a lancé quatre (4) périodiques paraissant de façon régulière, comprenant *Soronda* (Revue d'Études guinéennes) et plus de trente (30) monographies. Le CEA, après un début glorieux, a perdu un peu de son souffle, aussitôt revigoré par l'activité éditoriale des Archives historiques du Mozambique, et l'apparition d'un grand nombre d'activités, y compris des publications émanant des différents départements de l'Université Eduardo Mondlane ; les autres pays ont été moins actifs sur ce plan.

L'expansion des études lusophones

L'évolution politique des pays africains d'expression portugaise a influencé, comme on pouvait s'y attendre, le destin même des Sciences sociales.

Les guerres civiles en Angola et au Mozambique ont conditionné certains développements, en Angola plus qu'au Mozambique, par le fait que le régime ait toujours été moins ouvert et également un peu plus attaché aux alliances avec l'Union soviétique. Le Mozambique a eu la chance de bénéficier de plusieurs groupes d'émigrés illustres du Brésil, de l'Afrique du Sud, du Zimbabwe et même de Timor oriental. Tous ont eu une activité académique remarquable.

La chute du mur de Berlin et la modification géopolitique qu'il a provoquée ont eu aussi un grand impact dans le déroulement des événements. Le Cap-Vert et São Tome et Principe ont même inauguré le mouvement de rénovation multipartite du continent. Mais cela a eu peu de conséquences sur le plan académique, à cause du manque de structures d'appui au savoir. Tous les deux pays ont expérimenté beaucoup de modifications à caractère institutionnel dans le domaine de la culture, à cause de l'inertie rendue responsable par la recherche. Cette instabilité institutionnelle n'a pas favorisé l'émergence d'une expertise nationale dans ce domaine. Le Cap-Vert, à cause de son importante diaspora, a continué à compter avec des chercheurs de renom dans plusieurs Universités étrangères, mais avec peu de travaux sur le pays natal.

L'impact du multipartisme a été réglé, même en Angola, malgré une situation de guerre civile jusqu'à récemment. Les langues se sont déliées et l'intérêt pour la recherche académique a augmenté.

Dans un premier temps, des groupes et institutions privées de consultation surgirent, par la suite des Universités privées au Mozambique, comme en Angola, et plus récemment au Cap-Vert et en Guinée-Bissau. La plupart de ces institutions ont une vocation commerciale, parfois même mercantile, et ne s'intéressent pas à la recherche.

Cependant, la rareté de cadres capables de se consacrer valablement à l'enseignement a provoqué un démembrement des institutions créées dans les années 80. La frag-

mentation peut même avoir contribué à l'accroissement de la production, mais celle-ci n'est pas connectée à des structures institutionnelles solides.

Les Universités publiques Agostinho Neto, à Luanda et Eduardo Mondlane à Maputo, ont besoin maintenant de se hisser à un haut niveau grâce à la recherche, ce qui, peut-être, aidera à obtenir les soutiens publics nécessaires à la recherche. Ces Universités auront toujours un rôle important à jouer en Angola et au Mozambique. Plusieurs groupes et centres d'Études privées gravitent souvent autour des cadres de ces universités.

Pour le cas de la Guinée-Bissau, la guerre civile tardive, rapide, mais encore latente, a fait une victime inattendue. L'INEP transformé en caserne militaire a perdu, non seulement, toute ses collections, mais également une bonne partie de son potentiel. Aux pertes matérielles, on peut ajouter la perte inestimable de cadres et animateurs qui ont déserté leur pays, pour des raisons politiques et de survie matérielle, à partir de 1999. Aujourd'hui, l'institut se bat pour la reprise qui est, évidemment, beaucoup plus difficile qu'au temps des grands défis. Même le cadre institutionnel a changé avec l'émergence de concurrents, comme l'Université Amílcar Cabral. Pendant toutes ces années, les écrivains ont contribué à la visibilité des pays africains de langue portugaise, avec l'émergence régulière de nouveaux talents et une plus grande diffusion et connaissance des littératures qu'ils ont produites. Aujourd'hui, beaucoup de ces écrivains ont remporté des prix littéraires des plus prestigieux en langue portugaise, dont certains, comme Pepetela, Mía Couto ou Germano Almeida sont même des « best-sellers ».

La production de ces écrivains est souvent proche des problématiques qui intéressent les Sciences sociales, allant des aspects historiques à la fixation linguistique. A travers l'étude des littératures, beaucoup d'Universités étrangères se sont intéressées aux pays africains d'expression portugaise, contribuant ainsi à l'augmentation significative de l'espace qui leur est réservé dans les études lusophones. Le nombre de cours et d'études post-universitaires sur l'Afrique lusophone ne cesse d'augmenter, et l'intérêt renouvelé du Brésil pour le continent peut contribuer à une véritable explosion de ce domaine du savoir. Ceci revêt des aspects positifs et négatifs pour les Sciences sociales produites dans ces pays. D'une part, il valorise ce domaine d'études et crée des réseaux plus denses, capables de mobiliser les ressources pour diverses activités ; d'autre part, il divise encore davantage le cadre institutionnel de soutien dans ces pays mêmes, en favorisant l'exode des cerveaux. Ce n'est pas un hasard si une grande partie de la production éditoriale sur les pays africains de langue portugaise a lieu au Portugal.

Les congrès luso-afro-brésiliens en Sciences sociales qui arrivent à rassembler des centaines de chercheurs, sont un bon thermomètre de l'expansion des études lusophones. La récente initiative lusophone du Codesria est une réponse nécessaire de la part de cette institution pour que cet intérêt soit porté à la connaissance du continent.

Les congrès luso-afro-brésiliens en Sciences sociales qui arrivent à rassembler des centaines de chercheurs, sont un bon thermomètre de l'expansion des études lusophones. La récente initiative lusophone du Codesria est une réponse nécessaire de la part de cette institution pour que cet intérêt soit porté à la connaissance du continent.

Les thématiques communes

La production intellectuelle des pays africains de langue portugaise a souffert d'une double marginalisation : ignorée dans l'es-

pace lusophone par le désintérêt du Portugal et surtout du Brésil, ses marchés de diffusion les plus évidents ; et méconnu du reste de l'Afrique, avec de très rares exceptions au Sénégal et en Afrique du Sud. On compte sur les doigts de la main les universitaires africains de langue portugaise qui ont fait l'objet de traduction. Soit ils ont eu à faire le chemin de croix en écrivant dans d'autres langues officielles du continent, comme le français ou l'anglais, soit ils se sont purement et simplement fixés dans d'autres espaces linguistiques. La seule exception a été encore une fois les écrivains qui, par la qualité de leur travail, ont eu une plus grande audience sur le reste du continent.

Malgré la barrière linguistique, les problématiques abordées sont communes au reste de l'Afrique : des questions relatives à la définition de la Nation, du rôle de l'État dans le développement ont dominé les travaux dans les années 70. Les années 80 ont vu surgir beaucoup de contributions sur des questions identitaires, sur le rôle de la société civile et de la démocratie. Dans les années 90, la critique de l'ajustement structurel dans ses différents aspects et l'analyse de la crise du continent ont également trouvé le même enthousiasme que dans d'autres parties de l'Afrique. Plus récemment, les questions culturelles et le débat sur l'ethnicité ont eu un regain d'intérêt.

De façon arbitraire, on peut dire que la problématique centrale soulevée récemment au Cap-Vert et en Angola a été la construction de l'historiographie ; en Guinée-Bissau, les études en Sciences politiques, et à São Tome et Principe, l'économie. Le Mozambique a aujourd'hui une production plus riche et plus diverse.

Il existe une quantité appréciable d'études liées au développement dans ses différents aspects – depuis la démographie, le genre, jusqu'aux impacts sur l'environnement – études commanditées par des organismes internationaux, bilatéraux et multilatéraux. Ces études sont le plus souvent menées par des ressortissants de ces mêmes pays, grâce à une politique délibérée d'utilisation des talents locaux, mise en œuvre au début des années 90. On ne doit pas sous-estimer cette production « grise » qui, le plus souvent, a une circulation limitée, mais une influence grandissante dans la formulation de politiques publiques. Il s'agit d'une littérature marquée par ses origines ou, en d'autres termes, le manque de financement, et pour cette raison, avec des méthodologies et des objectifs différents de la production académique indépendante. Mais, malgré cela, elle produit de temps en temps des chefs-d'œuvre qui méritent d'être diffusés. Ce marché a l'avantage de fixer les talents dans leurs propres pays, qui sans cette bouée de sauvetage, seraient tentés par l'aventure sous d'autres cieux. Ces tendances se notent aussi au niveau du reste du continent.

L'édition de ce numéro spécial de l'*Africa Review of Books/Revue africaine des Livres* représente une opportunité pour la diffusion de la production dans l'espace lusophone. Il est évident que celle-ci n'est pas la vitrine de ce qui se produit dans cet espace, mais représente, cependant, un échantillon du travail qui est en train de se faire. Selon un dicton africain : l'auriculaire est le doigt le plus facile à plier ou à rétrécir. Cette flexibilité doit donc servir d'exemple de l'effort herculéen que les universitaires africains de langue portugaise doivent faire pour mériter leur place au soleil.

Carlos Lopes, août 2005.